

RAPPORT DE TENDANCES MENSUEL COUVRANT LA MIGRATION COMPOSITE VERS, A TRAVERS ET DEPUIS L'AFRIQUE DU NORD

A propos: MHub est le centre régional de connaissances et le secrétariat pour l'Équipe Spéciale en charge des flux migratoires composites en Afrique du Nord, regroupant le DRC, l'OIM, le HCDH, le RMMS, Save the Children, le HCR, l'UNICEF et l'ONUDD. Le centre favorise une approche basée sur les droits de l'homme pour assurer la protection des personnes qui se déplacent dans le cadre de flux composites et complexes vers, à travers et depuis l'Afrique du Nord.

Portée: ce bulletin couvre les tendances migratoires composites en Algérie, en Égypte, en Libye, au Mali, au Maroc, au Niger, au Soudan, en Tunisie, en Grèce et en Italie.

Terminologie: dans le présent bulletin, les termes migrant, réfugié et demandeur d'asile sont utilisés pour désigner tous ceux qu'englobent les flux migratoires composites. Si la source d'origine spécifie une catégorie particulière, le terme approprié sera utilisé.

Sources: les données sont tirées d'une large variété de sources, y compris celles du gouvernement, de la société civile et des médias.

ÉVÉNEMENTS CLÉS



Proposition de modifications du règlement Dublin

- La Commission des libertés civiles (LIBE) du Parlement européen a [proposé](#), le 19 octobre, des modifications au règlement de Dublin, qui régit actuellement les demandes d'asile au sein du bloc européen. Selon la proposition, les pays de première arrivée ne seraient plus tenus de traiter les demandes d'asile. De plus, la répartition des demandes d'asile serait plutôt basée sur les « liens réels » du demandeur d'asile avec un État membre. En cas d'absence de tels liens, il sera confié à un État sur la base d'une clé de répartition fixe. La proposition stipule que les candidats ne seront transférés qu'après des contrôles de sécurité et une première évaluation de leur éligibilité au statut de réfugié. Les changements proposés visent à rectifier une situation où les États de première ligne assument la plus grande responsabilité pour remplir les obligations de l'Europe en termes d'accueil des personnes ayant besoin de protection internationale. Les députés ont en outre précisé que les États membres qui refusent d'honorer leurs obligations en vertu des nouvelles règles proposées devraient voir leur accès aux fonds de l'UE réduit.

Save the Children suspend ses opérations de sauvetage

- L'organisation Save the Children a [annoncé](#) le 23 octobre que ses opérations de sauvetage en Méditerranée ont été suspendues. Vos Hestia, le navire de secours affrété par Save the Children, a sauvé plus de 10 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile depuis le début de ses opérations en septembre 2016. Quant à la décision de suspendre ses opérations, l'organisation humanitaire a signalé des conditions de sécurité de plus en plus mauvaises et un nombre en baisse de ceux qui tentaient la traversée de la Méditerranée.

Site Internet allemand anti-mythes

- Le ministère allemand des Affaires étrangères a [lancé](#) un site web destiné aux migrants et aux demandeurs d'asile potentiels, afin de mieux les informer des difficultés auxquelles ils seraient confrontés en Europe s'ils voyagent de manière illégale. Le site web, « Rumors about Germany: Facts for migrants » (Rumeurs sur l'Allemagne: Faits pour les migrants), est disponible en trois langues: anglais, français et arabe. Il est indiqué sur le site: « Peut-être avez-vous entendu dire que la vie est facile, mais la réalité est tout autre » et l'Allemagne ne fournit pas de logement, ne donne pas de travail, et ne verse pas « d'allocation de bienvenue ». Le site précise que l'asile n'est pas automatiquement accordé à des nationalités spécifiques ni aux enfants, et que beaucoup de migrants peuvent être forcés de retourner dans leur pays d'origine sans recevoir aucune des récompenses qu'ils avaient imaginées. Selon le site, de nouvelles réglementations viseront à procéder « plus facilement à l'éloignement de force des demandeurs d'asile rejetés, notamment lorsque ceux-ci ont fait de fausses déclarations dans leur demande d'asile ».

Les détracteurs du Fonds UE-Afrique appellent à la clarté et à la transparence

- La confédération Oxfam, basée au Royaume-Uni, a [annoncé](#) qu'elle publierait en novembre un rapport appelant à plus de clarté sur le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. Le fonds a été créé en 2015 au début de la « crise migratoire » dans le but de réduire le nombre d'arrivées en Italie. Oxfam et d'autres détracteurs réclament davantage de transparence au sujet de l'utilisation des fonds, et sont particulièrement préoccupés par l'éventuel usage des ressources pour le contrôle des frontières sans prendre en compte la composante de développement nécessaire.

Sommet de l'UE

- Peu avant le sommet de l'UE, tenu les 19 et 20 octobre, Oxfam a publié un document d'information [condamnant](#) l'agenda européen en matière de migration. Le document accuse l'UE d'avoir déployé peu d'efforts pour favoriser la migration sûre et régulière. Il révèle que l'agenda affiche peu d'inquiétude quant aux retombées des politiques de l'UE sur les droits de l'homme et les conditions de vie des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile dans l'UE et à ses frontières, et qu'il était par contre centré sur les moyens de mettre fin à la migration irrégulière. Au cours du sommet de l'UE, les dirigeants de l'Union européenne ont [discuté](#) et abouti à des conclusions sur les migrations, l'Europe numérique, la défense et les relations extérieures. Les dirigeants de l'UE ont convenu que l'agenda de la migration en Europe a porté ses fruits en réduisant les arrivées et les décès en mer. De plus, le Conseil européen a préconisé des mesures supplémentaires en matière de migration, notamment: 1) soutenir les États membres de l'UE directement touchés ou concernés par l'afflux de migrants; 2) réduire les incitations à la migration irrégulière par le biais des retours; 3) coopérer avec la Libye pour promouvoir la gestion des frontières.

La réunion consultative régionale centrée sur les tendances migratoires en Afrique

- Des décideurs politiques et des experts se sont [réunis](#) à Addis-Abeba, en Éthiopie, les 26 et 27 octobre, dans le cadre de la réunion consultative régionale africaine sur le Pacte mondial sur les migrations. « La réunion d'aujourd'hui est une opportunité pour analyser les tendances migratoires, les défis et les opportunités aux niveaux régional et sous-régional », a déclaré Louise Arbour, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les migrations internationales. Mme Arbour a noté qu'en Afrique 52% des migrants se déplaçaient à l'intérieur de la région, principalement entre les pays voisins proches de leur pays d'origine. Elle a mis l'accent sur l'importance de diversifier et d'élargir les voies légales pour permettre aux migrants non réfugiés d'accéder aux marchés du travail. Les résultats de la réunion consultative régionale africaine éclaireront le processus menant à l'adoption du Pacte mondial sur les migrations par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2018.

Éloignement de migrants subsahariens

- D'après certaines [sources](#) d'information, les autorités ont expulsé environ 950 migrants subsahariens du territoire algérien au cours de la troisième semaine d'octobre. Ces mesures d'éloignement semblent être les dernières d'une série d'expulsions similaires qui ont commencé cette année, en août. Au total, 5 000 migrants ouest-africains ont été affectés, la grande majorité étant déplacée de force au sud vers le territoire nigérien, d'après ces sources. En réponse à la vague d'expulsions, le gouverneur de la région d'Agadez, Sadou Soloké, a déclaré:

« Nous n'avons pas assez d'installations pour les gérer. Je suis surpris que ces Africains nous arrivent par nos frontières alors que, selon moi, ils doivent tous être envoyés chez eux par des voies appropriées, plutôt que de nous les envoyer ici ».

ÉGYPTE

Coopération UE-Égypte

- L'Union européenne a [annoncé](#) le versement d'une subvention de 60 millions d'euros en faveur de la gouvernance des migrations en Égypte. Cette subvention de l'UE sera consacrée à la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et au soutien aux communautés égyptiennes d'accueil et de réfugiés. La subvention couvrira un total de sept projets et fait partie de la « [Fenêtre opérationnelle de l'Afrique du Nord](#) » relevant du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. L'Égypte et l'UE ont récemment adopté des Priorités de partenariat pluriannuel et signé un cadre unique d'appui (SSF) qui définit les domaines de la coopération UE-Égypte et régit l'octroi d'aide financière à l'Égypte.

Migration irrégulière

- Les autorités égyptiennes ont [empêché](#) 440 personnes de migrer illégalement au cours du mois d'octobre, selon un communiqué publié à la fin du mois. Ce dernier ne fournissait pas d'informations supplémentaires sur la nationalité des migrants appréhendés ni les conditions d'arrestation.

L'ONU DC organise une formation financée par le Royaume-Uni destinée aux procureurs égyptiens

- Le 15 octobre, le gouvernement britannique, en collaboration avec l'ONU DC, a [lancé](#) un programme de formation pour le personnel de la justice pénale égyptienne sur les poursuites

judiciaires des cas de traite des personnes. La série d'ateliers de formation vise à développer les capacités « des autorités de justice pénale en Égypte à prévenir, enquêter, poursuivre et juger efficacement les cas de trafic de migrants et de traite de personnes ». « Le Royaume-Uni salue les mesures vigoureuses prises par le gouvernement égyptien pour mettre en œuvre une nouvelle législation contre le trafic illicite de personnes et empêcher les départs depuis la côte nord », a déclaré Helen Winterton, vice-présidente de la mission britannique en Égypte, lors du lancement du programme. Le gouvernement britannique appuiera les efforts de l'Égypte par une subvention supplémentaire de 75,9 millions de livres égyptiennes pour soutenir la mise en œuvre de la nouvelle stratégie et loi anti-trafic.

Accord de coopération égypto-allemand

- Le président égyptien, Abdel Fattah El Sissi, a [approuvé](#) un accord de coopération en matière de sécurité avec l'Allemagne, le 7 octobre. L'accord vise à promouvoir les domaines de coopération bilatérale dans la lutte contre la criminalité transnationale, y compris le terrorisme, la traite des êtres humains ainsi que le trafic de drogues et d'armes. L'accord a été signé par le ministre égyptien de l'Intérieur, Magdy Abdel Ghaffar, et son homologue allemand Thomas de Maizière en juillet 2016.

LIBYE

Incidents maritimes

- 781 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été secourus au large des côtes libyennes en octobre dans le cadre de 6 différents incidents, le nombre total de personnes secourues par les garde-côtes libyens en 2017 s'élève donc à 17,802 (en date du 31 octobre). Au mois d'octobre, 37 décès ont été enregistrés.

Retours depuis la Libye

- 415 migrants bloqués en Libye ont bénéficié, entre le 10 et le 23 octobre, d'une aide au retour volontaire humanitaire et d'un soutien à la réintégration de la part de l'Organisation internationale pour les migrations. Ils sont rentrés dans leur pays d'origine, dont le Mali, le Soudan et le Bangladesh. En plus des chiffres susmentionnés, il a été [signalé](#) que 826 Nigériens ont été aidés à rentrer volontairement dans leur pays d'origine au cours du mois d'octobre.

Soutien aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile à Sabratha

- L'OIM et le HCR ont annoncé fournir une aide extrêmement nécessaire aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en vue de la recrudescence des conflits et de la violence à Sabratha, en Libye. L'OIM a [annoncé](#) qu'elle avait apporté une aide à environ 14 000 migrants, jusqu'alors enfermés dans divers centres de détention non officiels de la région, et aujourd'hui transférés aux points de rassemblement à Zuwara et à Sabratha. L'OIM fournit des colis d'aide, réalise des interventions médicales, assure un soutien psychosocial et distribue des produits alimentaires de base. Le HCR a [annoncé](#) qu'il aidait 14 500 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile qui avaient été détenus à divers endroits par des passeurs. En priorité, le HCR continue ses efforts pour identifier les réfugiés en détention et plaider pour leur libération.

Route de la Méditerranée occidentale

- Entre le 28 septembre et le 6 novembre, 3,567 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc pour se rendre en Espagne, ce qui porte le nombre total d'arrivées par la mer cette année à 15,428.

Sauvetage maritime

- Le service de sauvetage maritime espagnol a [signalé](#) qu'il avait sauvé 168 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile à bord de neuf navires différents entre les 14 et 15 octobre. Plus tard dans la semaine, le 19 octobre, le service de sauvetage maritime a secouru au total [111](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Le climat tempéré et les eaux calmes ont été [signalés](#) comme raisons du nombre relativement élevé des personnes ayant effectué la traversée, dont près de 1 200 personnes sauvées au total durant la première moitié d'octobre.

Tentative de migration irrégulière par des mineurs

- Selon la Direction générale de la sûreté nationale du Maroc ([DGSN](#)), la police a pu localiser 15 mineurs qui tentaient de migrer illégalement et qui avaient été précédemment portés disparus par leurs familles. Les jeunes, âgés de 13 à 16 ans, cherchaient à se rendre en Europe en recourant aux services d'un jeune de 22 ans après avoir fait connaissance sur les réseaux sociaux. Les autorités compétentes ont arrêté la personne en question et ont révélé qu'il gérait un certain nombre de pages sur Facebook encourageant à la migration irrégulière.

Réunion régionale sur les migrations

- Le Maroc a [organisé](#) une réunion régionale de trois jours sur les migrations entre le 30 octobre et le 1er novembre, visant à l'élaboration de « l'Agenda africain sur la migration ». La réunion a rassemblé des représentants des États africains, des agences des Nations Unies, des parties prenantes gouvernementales et des organisations internationales. Les sessions ont été présidées par le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nasser Bourita, qui a déclaré

qu'elles visaient à « ouvrir le dialogue entre le diplomate, la société civile et le chercheur ». L'appel en faveur d'un tel agenda a été lancé en début d'année par le roi Mohammed VI du Maroc lors d'une allocution au 29ème Sommet des Chefs d'État de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba.

Visite du chef du HCR pour la protection au Maroc

- Le Haut-Commissaire assistant du HCR chargé de la protection, Volker Türk, a [salué](#) les efforts déployés par le Maroc pour mieux protéger les réfugiés lors d'un récent voyage à Rabat. Le Haut-Commissaire assistant a rencontré un certain nombre de réfugiés, d'associations de réfugiés, d'ONG locales et d'acteurs gouvernementaux lors de sa visite. Cette dernière a coïncidé avec le quatrième anniversaire du lancement de la Politique nationale sur l'immigration et l'asile (PNIA) du Maroc, qui a initié des réformes progressives de la politique migratoire marocaine. Au cours de sa visite, M. Türk a pris la parole lors d'une réunion organisée conjointement par le HCR, l'OIM, le Conseil national des droits de l'homme du Maroc et l'Institut international de droit humanitaire de San Remo. « Le HCR désire ardemment travailler en étroite collaboration avec les autorités marocaines qui, depuis 2014, ont mis en place une série de changements de politique sans précédent, en faveur des réfugiés », a déclaré Volker Türk.

Formation sur l'identification des victimes de la traite

- Le troisième atelier de formation sur l'identification des victimes de la traite, destiné aux associations locales, s'est tenu à Rabat du 25 au 27 octobre. L'événement a été organisé dans le cadre de l'initiative parrainée par le J/Tip pour renforcer les capacités des organisations de la société civile à identifier et à fournir des services aux victimes de la traite des personnes. Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) ainsi que l'Entraide Nationale, entité publique chargée de la gestion des centres de protection sociale à travers le pays, y ont également participé.

NIGER

Discussions entre le Soudan et le Niger sur les moyens de coordonner leurs efforts en matière de terrorisme et de migration irrégulière

- Le président soudanais, Omar Al-Bashir, a [rencontré](#) le président nigérien Mahamadou Issoufou pour discuter de la coordination en matière de lutte contre le terrorisme, la migration irrégulière et le crime organisé. Les dirigeants ont également abordé des questions d'intérêt commun, dont les moyens de relever les défis auxquels la Libye est confrontée.

L'OIM organise un exercice de simulation pour les crises transfrontalières

- Plus de 650 membres des communautés, des autorités compétentes, de la société civile et des forces de sécurité ont [participé](#) au second exercice de simulation de crise organisé, le 17 octobre, par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'exercice s'est déroulé à Zinder, au Niger, près des zones frontalières régulièrement confrontées à des incidents de sécurité. Tout comme le premier, cet exercice de simulation a permis de tester la capacité des autorités à répondre à des crises soudaines déclenchant un mouvement de population massif au-delà des frontières, en direction du Niger.

SOUDAN

Le Soudan et le Soudan du Sud ouvrent les frontières

- Les ministres de la Défense du Soudan et du Soudan du Sud se sont [entretenus](#) au ministère de la Défense à Khartoum, avant la visite du président sud-soudanais Salva Kiir au Soudan. Le ministre soudanais de la Défense, Ahmed Awad Bin Auf, a déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue sud-soudanais Kuol Manyang Juuk qu'un certain nombre de mesures avaient été prises pour retirer les troupes de la zone démilitarisée de 10 km entre les deux frontières. Il a ajouté que quatre postes frontaliers sur un total de dix entre le Soudan et le Soudan du Sud seront rouverts et qu'une communication directe entre les responsables des deux pays sera mise en place.

La Commission européenne annonce un programme d'aide humanitaire et de développement au Soudan

- La Commission européenne a [annoncé](#) un programme d'aide humanitaire et de secours de 106 millions d'euros destiné à venir directement en aide aux populations soudanaises affectées par le déplacement forcé, la dénutrition, les épidémies de maladies et les conditions climatiques extrêmes et récurrentes. On estime que 4,8 millions de personnes ont actuellement

besoin d'une aide d'urgence au Soudan. Les 46 millions d'euros supplémentaires d'aide répondront aux besoins urgents sur le plan humanitaire en matière d'aide alimentaire, de nutrition, de santé, de protection, d'hébergement, d'éducation, d'accès à l'eau et d'assainissement.

Des chefs des réfugiés soudanais au Tchad se rendent au Darfour

- Vingt-cinq chefs des réfugiés soudanais sont retournés dans leurs villages d'origine lors de visites de reconnaissance sur le terrain, dites «[go-and-see](#)», pour évaluer les perspectives de retour. Les visites ont été organisées par le HCR et ses homologues gouvernementaux au Tchad et au Soudan qui ont signé un accord tripartite énonçant les principales considérations en matière de retour volontaire. « Ces visites sont essentielles pour que les réfugiés voient de près la situation dans leurs villages, afin qu'ils puissent faire le choix du retour en toute connaissance de cause », a déclaré Elizabeth Tan, Représentante adjointe du HCR au Soudan.

TUNISIE

Nouvelles voies vers l'Europe tracées par les passeurs pour les jeunes tunisiens

- Les mois de septembre et d'octobre ont connu une [augmentation](#) du nombre de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile qui tentaient de se rendre en Europe depuis le golfe de Tunis vers la Sicile, la plus courte traversée étant de 150 km. La plupart des personnes qui tentent la traversée sont des Tunisiens: les arrivées de Tunisiens sont passées de 1,350 au cours des huit premiers mois de l'année à 1,400 au mois de septembre.

Au moins 25 personnes auraient péri suite à la collision d'un bateau avec un navire de la marine

- Le bilan des morts est passé de 8 à 25 morts, après qu'un navire de la marine tunisienne soit entré en [collision](#) avec un bateau transportant des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile au large des côtes tunisiennes. Le nombre de personnes toujours portées disparues est inconnu. Par ailleurs, la cause de la collision demeure incertaine.

La marine tunisienne sauve 98 migrants

- La marine tunisienne a [sauvé](#) 98 Tunisiens, dont trois enfants, du naufrage d'un bateau. L'incident a coïncidé avec le lancement de patrouilles conjointes entre les marines tunisienne et italienne pour mener des opérations de recherche et de sauvetage dans la région ainsi que pour enrayer les migrations irrégulières. L'opération de sauvetage s'est produite quelques heures après que huit personnes arrivées clandestinement en Europe à l'aide de passeurs se sont noyées au même bras de mer.

L'Italie et l'OIM lancent un projet de développement pour les régions défavorisées

- L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'ambassade italienne à Tunis et l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) ont [lancé](#) le projet « La migration en tant que ressource: mobilisation de la diaspora tunisienne et stabilisation des communautés défavorisées en Tunisie ». Le projet, dont le montant s'élève à 2,9 millions d'euros, vise à sensibiliser les Tunisiens vivant à l'étranger pour les impliquer dans le développement en tant que bailleurs de fonds et investisseurs dans des micro-projets en Tunisie et en tant que promoteurs des produits locaux au-delà des frontières de la Tunisie. L'objectif est de créer 70 micro-entreprises et 210 emplois dans différentes régions.

Formation de formateurs par l'UNODC

- L'ONUDC a organisé la première session d'un programme de formation de formateurs sur la traite des personnes et le trafic de migrants à Tunis du 10 au 12 octobre. Elle a réuni 25 policiers de la Garde nationale, de la Sûreté nationale, et de la Direction des frontières et des étrangers. Les stagiaires organiseront à leur tour la formation dans les gouvernorats tunisiens afin de promouvoir la capacité des forces de sécurité intérieure (FSI) à identifier et enquêter sur les cas de traite des personnes.

GRÈCE

Arrivées en Grèce

- 4,152 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce par la mer au mois d'octobre, pour représenter ainsi une diminution d'environ 10% du nombre d'arrivées par rapport au mois précédent (4,604). Ce chiffre porte le nombre total d'arrivées en 2017 à 23,826. Aucun décès n'a été enregistré le long de la route de la Méditerranée orientale au mois d'octobre.

Retours vers la Turquie depuis la Grèce

- 44 personnes ont été retournées en Turquie au cours du mois d'octobre dans le cadre de la Déclaration UE-Turquie, pour porter le nombre total de retours en 2017 à 623.

UNICEF: les enfants réfugiés et migrants non accompagnés en Grèce en grand besoin d'abris, de soins et de protection

- L'UNICEF a averti que seul un tiers des 3 000 enfants réfugiés et migrants non accompagnés en Grèce bénéficient d'abris et de soins appropriés. Les retards d'intervention, qui peuvent durer jusqu'à cinq mois pour le transfert des enfants à partir des îles vers le continent, sont susceptibles de provoquer davantage de stress émotionnel et mental sur ces enfants. La récente hausse des arrivées de réfugiés et de migrants a entraîné plus de surpeuplement et une détérioration des conditions dans les camps des îles grecques. Environ 1 800 enfants non accompagnés vivent actuellement dans des sites ouverts et des centres d'accueil, ou bien sont bloqués sur l'île ou dans des centres de détention en attente d'hébergement adéquat.

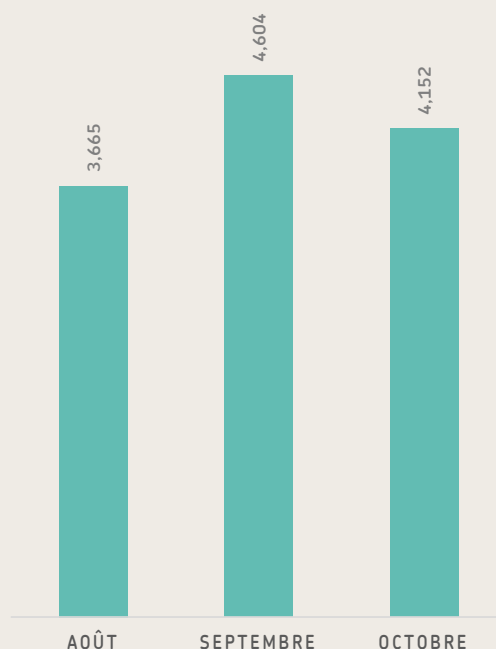
Aide au retour des migrants depuis la Grèce et à leur réintégration

- Au cours des 15 derniers mois, 2 084 migrants rentrés volontairement dans leur pays d'origine depuis la Grèce ont reçu une aide à la réintégration fournie par l'OIM. L'aide au retour volontaire et à la réintégration représente un soutien aux rapatriés, qui bénéficient d'une subvention en nature de 1 500 euros. La grande majorité des plans de réintégration approuvés visaient la création de petites entreprises. « En s'appuyant sur la collaboration entre la Grèce et les pays d'origine, cette aide à la réintégration accroît les possibilités de durabilité sociale et économique, à la fois pour les rapatriés et pour les communautés locales », a déclaré Gianluca Rocco, chef de mission de l'OIM en Grèce.

19 organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme exhortent la Grèce à mettre fin à sa « politique de confinement »

- Les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme ont adressé au Premier ministre grec Alexis Tsipras une lettre ouverte afin de l'exhorter à mettre fin à la « politique de confinement » de la Grèce visant à confiner et bloquer les demandeurs d'asile sur îles de la mer Égée. Des milliers de personnes, signale la lettre, y compris des demandeurs d'asile vulnérables, sont pris au piège dans les îles grecques et subissent des conditions épouvantables. « Depuis la mise en œuvre de l'accord UE-Turquie en mars 2016, les îles grecques de Lesbos, Chios, Samos, Kos et Leros sont devenues des lieux d'enfermement indéterminé », indique la lettre. La situation est particulièrement critique sur les îles de Samos et de Lesbos, où plus de 8 300 demandeurs d'asile et migrants vivent dans des installations conçues pour en recueillir 3 000 uniquement, d'après la lettre.

Arrivées par la mer, Grèce
Août - Octobre 2017



ITALIE

Arrivées en Italie

- En octobre, 5,496 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés par la mer en Italie. Au cours du même mois, 157 cas de décès ont été enregistrés le long de la route de la Méditerranée centrale, portant le nombre total de décès en 2017 à 2,631 cas.

L'Italie appelle à un soutien accru par l'UE pour la lutte contre les migrations

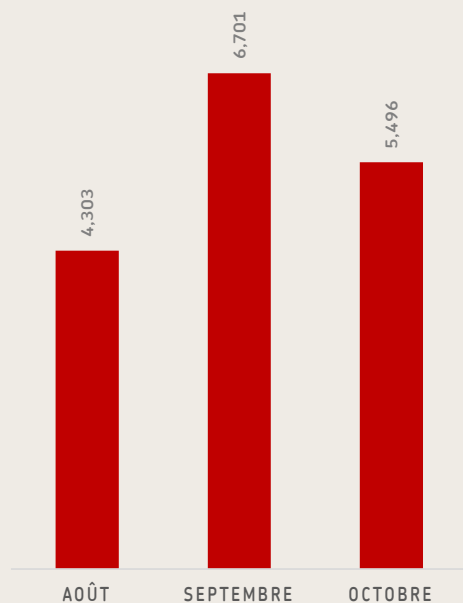
- L'Italie a [appelé](#) à un soutien accru de la part de l'UE pour lutter contre les migrations irrégulières lors d'un sommet tenu à Bruxelles les 19 et 20 octobre. Le Premier ministre italien,

Paolo Gentiloni, a également fait appel à davantage d'efforts pour relocaliser les demandeurs d'asile et les réfugiés depuis les pays de première arrivée vers d'autres pays européens, et a exhorté les chefs d'État à soutenir le déploiement d'une mission de contrôle des migrations le long de la frontière entre la Libye et le Niger.

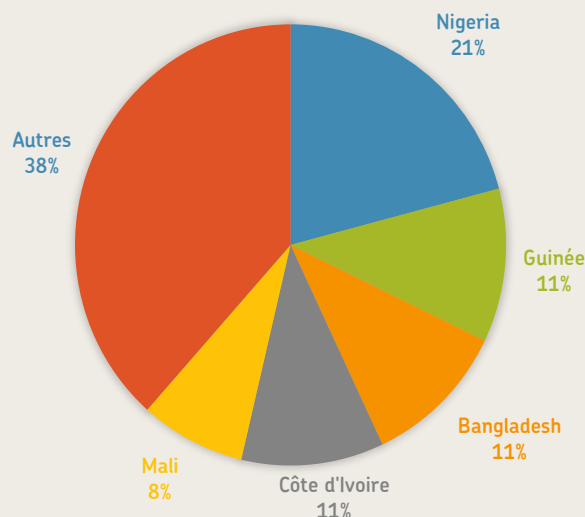
Protection des enfants non accompagnés et séparés en Italie

- L'UNICEF a [appelé](#), fin octobre, le Parlement italien à adopter un projet de loi en vue de renforcer la protection de plus de 20 000 enfants non accompagnés et séparés qui sont arrivés sur les côtes italiennes cette année.

Arrivées par la mer, Italie
Août - Octobre 2017



Arrivées par la mer, Italie
Pays d'origine



ÉTUDES D'INTÉRÊT

[Keeping Children at the Centre » \(Garder les enfants au centre\) - Save the Children](#)

Rapport soulignant la nécessité d'accroître et de renforcer la solidarité et la coopération européenne pour protéger les droits des enfants réfugiés et migrants.

[Confronting the Mental Health Emergency on Samos and Lesbos » \(Faire face à la crise de santé mentale à Samos et Lesbos\) - MSF](#)

Rapport sur la crise de santé mentale dans les îles grecques alors que migrants, réfugiés et demandeurs d'asile subissent toujours la violence et le manque de services appropriés.

[Rapid Assessment of Mental Health, Psychosocial Needs and Services for Unaccompanied Children in Greece » \(Évaluation rapide de la santé mentale, des besoins et des services psychosociaux pour les enfants non accompagnés en Grèce\) - Gouvernement grec, UNICEF](#)

Rapport présentant une évaluation de l'étendue, la portée et l'ampleur des problèmes de santé mentale et des troubles psychosociaux éprouvés par les enfants non accompagnés ainsi qu'une évaluation des services existants en Grèce.

[Twelve Months On » \(Douze mois plus tard\) - Projet de données sur les droits des réfugiés](#)

Rapport centré sur les lacunes en matière d'information concernant les réfugiés et les personnes déplacées en France, un an après la démolition du camp de Calais.

[Human Trafficking through the Central Mediterranean : Data, Stories and Information collected by the International Organization for Migration » \(La traite d'êtres humains à travers la Méditerranée centrale : Données, histoires et informations collectées par l'Organisation internationale pour les migrations\) - OIM](#)

Rapport mettant en évidence la traite d'humains au long de la route Méditerranéenne centrale, et centré sur les victimes de la traite, en particulier celles originaires du Nigeria.

["This is Our Home": Stateless Minorities and their Search for Citizenship » \("Nous sommes chez nous, ici": Minorités apatrides en quête de citoyenneté\) - HCR](#)

Le rapport donne un aperçu des tendances migratoires actuelles au Moyen-Orient au cours du mois d'octobre 2017.

[Beyond "Fortress Europe": Principles for a Humane EU Migration Policy » \(Au-delà de la "Forteresse Europe": Principes pour une politique migratoire humaine au sein de l'UE\) - Oxfam](#)

Rapport exposant la proposition d'Oxfam pour l'adoption d'une nouvelle approche de gestion des migrations défendant les avantages liés aux migrations pour les pays d'accueil en Europe, les personnes en transit et leurs pays d'origine.

[Compte rendu mensuel sur la migration composite: Septembre 2017 - MMP](#)

[Living with loneliness as a Refugee » \(Vivre avec la solitude en tant que réfugié\)](#) - Croix-Rouge

Photoreportage dévoilant le problème de la solitude vécue par de nombreux réfugiés et migrants, lors de déplacement ou d'installation à l'étranger, loin de leur famille et de leurs amis.

* MHub ne garantit ni l'exactitude ni la fiabilité des articles figurant dans son Bulletin Mensuel